

ON N'ÉCRIT PAS L'HISTOIRE AVEC UNE GOMME



Lettre ouverte

Mesdames, Messieurs,

Le Conseil Régional d'Occitanie a récemment été saisi de la lamentable affaire « Boléro-Paprika » au cours de laquelle le gouvernement français a montré, en 1950 comme en bien d'autres occasions, combien les étrangers – et notamment les réfugiés espagnols – ont été utilisés comme « variables d'ajustement » de sa politique intérieure ou internationale.

Mais s'il est fort honorable que la République se penche sur ses errements passés, il ne faudrait pas qu'elle se laisse instrumentaliser par des volontés hégémoniques. Ainsi, outrepassant la bonne volonté manifeste de la représentation régionale, *l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France – FFI* entend s'arroger le titre de référent suprême des Espagnols dans la Résistance.

Il se trouve que les organisations dont se réclame aujourd'hui cette Amicale, si elles ont joué, avec d'autres, un rôle important dans le combat contre le nazisme, ont **aussi** perpétré d'effroyables exactions contre des réfugiés espagnols – républicains, socialistes, anarchistes, poumistes... – qui n'entendaient pas obéir aux injonctions de ceux que, faute d'avoir rompu avec les pratiques d'hier, on est bien forcé d'appeler des *staliniens*.

Moi-même, fils de réfugiés espagnols et né en Occitanie, j'ai mené encore récemment des recherches dont je vous transmets la teneur dans le document ci-joint.

Comme, du sommet de l'État aux représentations les plus locales, la règle semble s'imposer de ne plus répondre aux courriers et de ne s'inscrire dans le boucan médiatique que pour des motifs électoralistes, j'ai fait le choix de la voie directe.

Ángel Carballeira

Le 10 février 2021

ON N'ÉCRIT PAS L'HISTOIRE AVEC UNE GOMME

1. **Lettre** à Madame Carole Delga, Présidente du Conseil Régional d'Occitanie ;
2. **Enquête** : La tuerie de Lacazasse, 15 juillet 1944 (tiré à part des *Cahiers du CTDEE* n° 14) ;
3. **Histoire et mémoire** : L'assassinat d'Auxiliano Benito Pérez, à Toulouse, le 21 octobre 1944.

Ángel Carballeira
33, rue du Dr Soubise
92260 Fontenay-aux-Roses

à

Madame Carole Delga
Présidente du Conseil Régional d'Occitanie
22, Bd du Maréchal Juin
31400 Toulouse

Objet : Les Espagnols dans la Résistance

Toulouse le 31 janvier 2021

Madame,

Je suis de passage à Toulouse, région où j'ai vécu de nombreuses années puisque mes parents, réfugiés politiques espagnols, y ont vécu l'essentiel de leur exil. J'y ai conservé beaucoup d'attaches dans de nombreux milieux de la région qu'ils soient universitaires ou professionnels.

Ces jours-ci, je viens de découvrir que le milieu associatif était agité par des mouvements divers liés à l'irruption intempestive de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France - FFI, une des nombreuses composantes de l'exil espagnol, dans le paysage des associations mémorielles régionales animées par les enfants ou petits-enfants des exilés. Il faut savoir que la pré-tention de prépotence affichée par les Guérilleros a été/est un sujet particulièrement polémique et sensible dans la diaspora exilée.

Il se trouve que j'ai enquêté pendant une longue période sur la tuerie qui s'est produite le 15 juillet 1944 dans le hameau de Lacazasse, en Ariège, qui est imputée sans aucune ambiguïté à ces mêmes « guérilleros » de la UNE (Unión Nacional Española, contrôlée par le Parti communiste d'Espagne). Je n'ai fait que poursuivre, en les approfondissant, les travaux et publications de Pierre Bertaux (ancien Commissaire de la République pour la région de Toulouse à la Libération et directeur de cabinet de Jean Zay), de l'historien américain David Wingate Pike et surtout de Marie-Christine Dargein qui a mené

ses travaux – La Résistance en Ariège – à l'Université de Toulouse sous la responsabilité de Pierre Laborie, historien reconnu au niveau national et international. Le hasard faisant bien les choses il se trouve que les résultats de mes propres recherches sont l'objet d'un article paru dans le dernier numéro des *Cahiers du CTDEE* (N°14, de décembre 2020 ; pages 24 à 39). Je joins ce *Cahier* à mon courrier. Sans vouloir mettre en avant mon travail, il me semblerait néanmoins souhaitable, pour le respect qu'on doit à l'Histoire, que vous puissiez distraire un peu de votre temps pour en prendre connaissance. Je sais combien il est difficile de résister aux groupes de pression qui peuvent venir d'horizons différents mais pour se forger une opinion il est toujours nécessaire de prendre les renseignements à des sources différentes et les confronter **aux faits**. Dans cet ordre d'idées, je me tiens entièrement à votre disposition pour apporter tous les compléments d'information que vous jugeriez nécessaires. Une autre source d'information est l'historienne Geneviève Dreyfus-Armand (ancienne directrice de la BDIC – Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine –, actuellement La Contemporaine), reconnue par ses pairs, aussi bien en France qu'en Espagne, comme référence majeure de l'histoire de l'exil espagnol en France.

Il est fort honorable que la République se penche sur ses errements passés mais il serait indigne qu'elle le fasse en établissant de nouveaux privilèges.

Je vous prie, Madame la Présidente, d'agréer mes salutations respectueuses.

Ángel Carballeira

Pièce jointe : *Cahier* N°14 du Centre Toulousain de Documentation sur l'Exil Espagnol.

La tuerie de Lacazace¹ en juillet 1944

Un contexte mémoriel tourmenté

L'INAUGURATION de la *Place des républicains espagnols* à Cahors, le 11 septembre 2011, a donné lieu à la pose d'une plaque commémorative pour honorer leur passage et leur action dans le département du Lot. Très bonne initiative locale qui a entraîné l'adhésion et un élan de sympathie assez général. Hélas, cette « fête » qui se présentait comme « œcuménique » par rapport au monde très politisé des réfugiés espagnols a été gâchée car, subrepticement, est venue se rajouter une deuxième plaque² qui, mensongère, a entraîné des remous importants.

Malgré une protestation signée en quelques jours par plus de trois cents personnes directement concernées par l'exil, l'intervention d'historiens spécialistes du sujet et faisant souvent référence dans

la profession, la plaque est demeurée en place sans aucune modification, avec la complicité passive d'un maire dont l'attitude médiocrement électoraliste peut être qualifiée, si l'on veut être charitable, de pitoyo-lamentable (ou lamento-pitoyable, au choix).

Soit. Cette deuxième plaque est là. Mais son statut a changé : elle est devenue la preuve manifeste, le symbole même qu'un mensonge en Histoire peut s'afficher sans complexe ni honte sur une place publique (d'une mairie socialiste !). Comme l'a fait remarquer Dominique Desanti : *Tout ceci prépare l'humus de vérités parcellaires dont le mensonge a besoin pour germer*³.

1. Lacazace, actuellement orthographié Lacazasse, est un hameau dépendant de la commune de Castelnaudurban qui fait partie du Couserans, partie occidentale et montagneuse du département de l'Ariège. Tout au long de cet article nous garderons l'orthographe qui était celle au moment des faits, même si au cours de nos investigations nous en avons trouvé d'autres...

2. La deuxième plaque porte *En hommage aux Guérilleros Espagnols - FFI et autres combattants de la liberté morts pour la France*. La dénomination *Guérilleros* [avec une majuscule] fait référence au corps armé « *Agrupación de Guerrilleros Españoles* » créé en mai 1944 par la *Unión Nacional Española* (UNE) elle-même dirigée par le *Partido Comunista de España* (PCE). De fait, non seulement la *Agrupación de Guerrilleros Españoles* n'a pas existé dans le département du Lot, contrairement au département de l'Ariège, mais les *guerrilleros* [sans majuscule] (résistants espagnols au sens large) se trouvent ostracisés, de fait.

3. DESANTI Dominique, *Les staliniens, une expérience politique 1944/1956*, Éd Fayard, 1975, p. 92.

Néanmoins comme dit le dicton populaire, à *quelque chose malheur est bon*. En effet, cet événement a marqué le début d'une prise de conscience de nombre d'enfants ou petits-enfants de réfugiés espagnols : ils devaient s'occuper sérieusement de « leur » histoire s'ils ne voulaient pas être confrontés, à terme, à une sorte de *roman du réfugié-espagnol* constitué par une compilation d'événements vrais (victimaires ou héroïques, selon les besoins), entrelardés de gros mensonges véhiculés par quelques imposteurs amoraux. Comme le fait remarquer Paul Valéry, *il y a plus faux que le faux, c'est le mélange du vrai et du faux*.

La prise de conscience du milieu exilé espagnol de cette manœuvre de bas étage a été matérialisée par la publication d'un livre dès 2012, *Une histoire d'imposture, les habits neufs du stalinisme*⁴ qui reprend certains épisodes peu glorieux qui ont été observés pendant la résistance aux nazis. En outre, il rassemble ce qu'ont pu écrire des historiens sur le sujet ou des témoins directs. Dans cette dynamique ont également été créés les *Cahiers* du CTDEE dans lesquels nous nous exprimons aujourd'hui. Leur succès croissant montre à l'évidence qu'ils répondent à un besoin d'informations rigoureuses sur un passé qui concerne aussi, indirectement, l'Histoire de France.

L'exploration bibliographique préalable

DÈS LE MOIS D'OCTOBRE 2012 nous avons décidé de nous occuper sérieusement de certains détournements de l'Histoire. Dans le cadre de cet article nous avons mis « le focus » sur un fait non seulement représentatif mais aussi particulièrement ignominieux. Certes, nous avons entendu parler d'une tuerie de membres de la CNT (*Confederación*

On pourrait se demander pourquoi soulever certains épisodes qui cassent l'idée d'un exil espagnol que l'on voudrait, si ce n'est harmonieux, pour le moins éthiquement convenable. Avoir cette pensée serait écarter d'un revers de main le rôle premier de l'Histoire qui devrait être la quête incessante de la vérité et ne pas se contenter de quelques événements et récits souvent glorifiés, picorés çà et là.

Dans une conférence⁵, Alfons Cervera faisait remarquer au sujet de la *reconciliación nacional*, fort en vogue à plusieurs moments de l'histoire contemporaine de l'Espagne :

(...) *Quando nous saurons vraiment ce qui s'est passé, pourquoi cela s'est passé, qui est intervenu dans ce qui s'est passé... Quando nous saurons tout cela peut-être arriverons-nous à un accord ou pas, peut-être arriverons-nous à nous réconcilier ou pas. Il n'y a pas de meilleur consensus que celui qui s'achève par un désaccord.*

(...) *Voyez, pardonner... Je pardonne si j'en ai envie et sinon, non. Je me réconcilie avec qui je veux et sinon, non*⁶.

Ce discours peut être transposé sans restriction aux fractures et autres blessures infectées et non cicatrisées qui jalonnent l'histoire de l'exil espagnol.

nacional del trabajo, syndicat anarchosyndicaliste) dans le département de l'Ariège, une sorte de bruit de fond... Mais pour nous, enfants de la deuxième génération, cet événement s'était imprimé dans notre cerveau dans une sorte de nébuleuse, certes à connotation désagréable, mais bien peu renseignée. Nous avons maintenant un nom, une date et

les acteurs : il s'agit de la tuerie qui s'est déroulée le 15 juillet 1944, dans le hameau de Lacazace en Ariège.

Cette prise de conscience tardive ne correspond pas uniquement à la revendication légitime de se pencher sur cet épisode mais aussi à l'exigence intellectuelle de connaître, si l'on veut comprendre ce qui a opposé à l'intérieur même de la Résistance, les comportements des différentes sensibilités exilées par rapport aux nazis. Pierre Bertaux⁷ dans son ouvrage *Libération de Toulouse et de sa région (Haute-Garonne, Ariège, Gers, Hautes-Pyrénées, Lot-et-Garonne, Tarn, Tarn-et-Garonne)*, édité à Paris par Hachette, en 1973, consacre un chapitre aux Espagnols – pages 99 à 107 –, qu'il traite dans sa complexité et où il met en lumière, sans équivoque, les antagonismes entre la *Unión Nacional Española*⁸ (UNE) et la *Agrupación Democrática Española*⁹ (ADE). En revanche, dans sa brève présentation, il ne détaille aucun des événements particuliers – comme la tuerie de Lacazace – qui ont émaillé la période.

Dans nos recherches nous avons retrouvé plusieurs ouvrages qui font état de cet épisode. Notons qu'il s'est écoulé plus de 30 ans avant qu'on en parle... dans une édition en langue espagnole ! L'Université ne s'est penchée sur la question que quarante ans après sous l'impulsion notamment de Pierre Laborie de l'Université de Toulouse qui écrit : *L'historien (...) est et doit être, tout à la fois, un sauve-mémoire et un trouble-mémoire*¹⁰.

Ouvrages faisant référence (parfois très brièvement) à la tuerie de Lacazace. Par ordre de dates de parution :

- Borrás José, *Políticas de los exilados españoles, 1944-1950*, éd. Ruedo ibérico, Paris, 1976. [p. 21]
- Pike Wingeate David, *Jours de gloire, jours de honte / le parti communiste d'Espagne en France depuis son arrivée en 1939 jusqu'à son départ en 1950*, éd. Sedes, Histoire et liberté, Paris, 1984. [p. 79-80]
- Groupe Puig Antich, 1944 – *Les dossiers noirs d'une certaine Résistance*, éd. CES, Perpignan, 1984. [p. 101-102]
- Dargein Marie-Christine, *La Résistance en Ariège*¹¹, Mémoire de maîtrise, sous la direction de Pierre Laborie, Toulouse, 1989. [p. 75]
- Rafaneau-Boj Marie-Claude, *Odyssée pour la liberté*, éd. Médiations Denoël, Paris, 1993. [p. 296]
- Dreyfus-Armand Geneviève, *L'exil des républicains espagnols en France*, éd. Albin Michel, Paris, 1999. [p. 177]

La source primaire d'information a donc été rapportée par José Borrás dans l'ouvrage précédemment cité. Elle provient de la JEL [*Junta Española de Liberación*]¹². À l'époque des faits, José Borrás, réfu-

4. Collectif « les autres », *Une histoire d'imposture, les habits neufs du stalinisme ou comment l'opposition d'une plaque sur une place publique de Cahors révèle des tentatives de manipulation mémorielle*, Éd. Recherche et Documentation d'Histoire Contemporaine, Paris 2012, 2^e édition, 319 pages. Troisième édition en préparation.

5. Conférence prononcée à la Journée du livre de l'exil espagnol organisée par le CTDEE, le 3 novembre 2018 à Toulouse. Outre Alfons Cervera on notait la présence d'Antoni Cisteró, Catalina París Botey, Cristina Fallarás, Grégory Tuban et Loreto Urraca Luque.

6. Le verbatim en espagnol est : *Cuando sepamos de verdad qué es lo que pasó, por qué pasó lo que pasó, quién intervino en eso que pasó... Cuando sepamos todo eso, a lo mejor llegamos a un acuerdo o no, a lo mejor llegamos a reconciliarnos o no. No hay mejor consenso que el que acaba en el disenso. Miren ustedes, perdonar perdono si me da la gana y si no, no. Me reconcilio con quien quiero y si no, no.*

7. BERTAUX Pierre : chef cabinet de Jean Zay, ministre de l'Éducation nationale du Front Populaire. Résistant, il est nommé Commissaire de la République pour la région de Toulouse à la Libération.

8. *L'Union Nationale Espagnole (UNE) regroupait autour du Parti communiste des tendances plutôt traditionnalistes : les monarchistes, les requetés, les catholiques de la CEDA, la Confédération de la droite autonome de Gil Robles.* (p. 100).

9. *L'Agrupación Democrática Española réunissait la grande majorité des réfugiés politiques et les principaux partis ou groupements de gauche, à savoir : le Parti socialiste ouvrier espagnol, le Parti républicain indépendant, l'Union républicaine, l'Esquerra republicana de Catalunya, la Fédération Anarchiste Ibérique, le Parti nationaliste basque, et les deux grandes organisations syndicales, la Confédération nationale du travail et l'Union générale des travailleurs* (p. 100).

10. LABORIE Pierre, « Historiens sous haute surveillance », 1994, *Esprit*, n° 198, p. 48.

11. Remarquons que dans son mémoire, pourtant très renseigné, Marie-Christine Dargein ne mentionne à aucun moment la thèse de Robert Fareng, soutenue pourtant 5 ans avant, dans la même université et sur le même sujet. Nous en parlerons plus avant.

12. La JEL fait suite, à partir du 23 octobre 1944, à l'Alliance démocratique espagnole (ADE) dont nous avons parlé. Comme l'ADE elle regroupe républicains, anarchistes, socialistes, nationalistes catalans et syndicalistes de l'UGT et de la CNT. De fait sont exclues les organisations jugées non démocratiques comme les communistes (PCE et PSUC) et les monarchistes de la CEDA (Confédération espagnole des droites autonomes).

gié espagnol, résidait en Ariège et était marié à une ariégeoise. Il avait été, pendant une courte période, agent de liaison dans le groupe Ponzán¹³. José Borrás rapporte, page 21 :

Sur un document de la Junte Espagnole de Libération, adressé aux autorités françaises¹⁴ et daté du 4 novembre 1944, nous extrayons les renseignements suivants :

« Le samedi 15 juillet 1944 à dix heures et demie du soir, un groupe de membres de la UNE fait irruption dans le logement de l'espagnol Ricardo Roy, situé dans le village de la Cazaza, près de Castelnaudurban (Ariège) et oblige le beau-père de Roy à ouvrir la porte. Peu après, à l'intérieur de la maison, ils ont assassiné le beau-père de Roy, la femme de Ricardo Roy et leurs deux petites filles âgées respectivement de 6 ans et de 8 jours et trois autres espagnols nommés García, Gracia et Soler, amis de la famille, qui étaient présents. Tous étaient membres de la CNT. Ricardo Roy a échappé à la tuerie parce qu'il était absent. D'après ses déclarations, on lui avait enjoint à plusieurs reprises l'ordre de rejoindre la UNE, comme il a refusé, on l'a menacé de mort et les hommes de la UNE ont perpétré le crime que nous dénonçons. »

Une autre source provient de José Arisó (1910-1998), originaire d'Albalate de Cinca (Huesca) – nous l'avons connu quand il habitait Toulouse –, réfugié espagnol qui, à cette époque, après être sorti du Camp du Vernet habitait l'Ariège et était ami de Ricardo Roy. Dans son témoignage oral¹⁵ de 1984, il déclare notamment :

(...) Dans cette ferme, les compagnons, tous anarchistes espagnols, fêtaient la naissance d'un enfant des habitants de la ferme en compagnie d'amis. Il y

avait en tout six adultes et deux enfants. A un moment, dans la nuit, ils entendirent du bruit dehors. Dans un premier temps, ils crurent à la Gestapo. Les habitants qui habitaient la ferme travaillaient avec la résistance. Tendait l'oreille, ils saisirent des mots en espagnol. Rassurés, il s'agissait d'Espagnols de la UNE, communistes.

Ils discutèrent un peu et les communistes furent finalement invités au repas. La conversation fut amenée par les communistes sur le problème de la résistance, de la sécurité et de la possession d'armes. Ils demandèrent aux compagnons s'ils détenaient des armes. Devant les réponses évasives, ils demandèrent s'ils connaissaient le maniement des armes. Ils se mirent à sortir les leurs et à les manipuler. Soudain, la lumière fut éteinte et les communistes mitraillèrent la pièce à l'aveuglette (...).

Comme nous avons relevé, outre quelques erreurs factuelles (La Cazaza à la place de Lacazace par exemple), un récit incomplètement renseigné : les victimes, à part l'épouse de Ricardo Roy et ses deux filles n'étaient pas identifiées, nous avons décidé de mener une enquête complémentaire approfondie.

Pour ce faire il nous a semblé indispensable de revenir aux sources primaires : enquête in-situ à Castelnaudurban pour essayer d'obtenir des informations à partir d'éventuels témoins encore en vie, identification la plus précise possible des victimes, etc. Cela nous a conduits parallèlement non seulement à nous plonger dans les archives départementales de l'Ariège à Foix, dans les archives de la Gendarmerie nationale déposées à Vincennes et enfin à nous déplacer à Manresa (Barcelone) d'où provenait la famille Roy.

13. Francisco Ponzán, militant anarchosindicaliste espagnol, interné au Camp du Vernet-d' Ariège en 1939. Il est l'organisateur, dès novembre 1939, du réseau qui porte son nom (une centaine de membres) qui en liaison avec le groupe Pat O'Leary, se charge d'organiser l'évasion de nombreux antifascistes vers l'Espagne. Arrêté en 1943, il est emprisonné à Toulouse. En août 1944, quelques jours avant la libération de Toulouse, il est fusillé puis brûlé, avec 53 autres otages, à Buzet-sur-Tarn.

14. Lettre adressée au GPRF (Gouvernement provisoire de la République Française).

15. Rapporté dans *Les dossiers noirs d'une certaine résistance*, dont nous avons déjà parlé.

En quête des indices disponibles (et des autres)

Sur le terrain – Castelnaudurban et ses environs. Première halte : La Bastide-de-Sérou.

Nous savions par José Arisó qu'une des victimes – Evaristo Soler – habitait, en 1944, La Bastide-de-Sérou. Nous savions aussi qu'Evaristo Soler avait été un militant très actif du Syndicat du bâtiment de la CNT de Barcelone ; pendant une longue période avant 1936, il a même été le concierge du très grand local de ce syndicat implanté alors Carrer Mercaders, à deux pas de la Via Layetana.

Arrivés juste avant la tenue d'un Conseil municipal nous avons été très bien accueillis par des conseillers, qui étaient trop jeunes pour avoir connu cette époque. Ils nous ont alors adressé vers une dame âgée qui habitait une ferme à l'extérieur du village. Elle se souvenait vaguement de cette « sale affaire » mais était tout à fait incapable de nous fournir des éléments même imprécis. En revanche elle avait insisté lourdement sur le fait que les pires exactions qui avaient eu lieu dans la région n'étaient pas toujours dues aux Allemands mais à mettre souvent au crédit des milices pétainistes. De retour à la mairie nous avons demandé où était la tombe d'Evaristo Soler. Au grand étonnement de la secrétaire de mairie, s'il y avait bien une trace inscrite en marge sur le registre des décès de la mairie, Evaristo Soler n'était pas enterré au cimetière de La Bastide-de-Sérou.

Deuxième halte : Castelnaudurban

Forts de notre première expérience nous n'avons pas été étonnés de ne trouver aucun acte de décès des victimes pourtant réputées habiter le village, comme l'atteste l'état nominatif des étrangers daté du 10 décembre 1943 produit par les autorités. Une visite détaillée et systématique des tombes du cimetière n'a pas davantage « éclairé notre lanterne ».

En revanche, à la mairie, sans aucune difficulté, nous avons eu accès à l'acte de naissance d'Isabelle Roy née le 8 juillet 1944 à Castelnaudurban.

Department de l'Ariège DENOMBREMENT DE 1943 Etat modèle 1
Commune de CASTELNAUDURBAN POPULATION ÉTRANGÈRE

ÉTAT NOMINATIF DES ÉTRANGERS
en Résidence dans la Commune à la date du 10 décembre 1943
(L'état statistique et le présent état nominatif doivent être adressés à la Préfecture pour le 10 janvier 1944, dernier délai.)

Numéro d'ordre	Nom de famille	Prénoms	Sexe	Age	Nationalité	Profession	Race (Jaill ou Aryen)
97.	PERRELLA	Rosaire	Fem.	12	espagn.	s.p.	Aryen
98.	PERRELLA	Pierre	mas.	8	do	s.p.	do
99.	PERRELLA	Louis	do	58	Itali.	mineur	do
100.	PERRELLA-LARINI	Marie	Fem.	58	do	s.p.	do
101.	PLATEAU	Oscar	mas.	50	Polon.	mineur	do
102.	FORNIERAS-ROQUES	Pédro	do	41	Es.ég.	mineur	Aryen
103.	RAPIER-PISTRA	Vicente	do	52	do	do	do
104.	REYES-TEJADA	Joaquín	Fem.	45	do	s.p.	do
105.	RISSE-CAHINES	José	mas.	48	do	mineur	do
106.	ROCHINUS-REBOL	Antoni	do	46	do	do	do
107.	RODRIGUEZ-REBOL	Rosaire	Fem.	40	do	réfrigérateur	do
108.	R. RIBERA-VADIM	Delia	mas.	31	do	mineur	do
109.	ROY-RICHARD	Georges	do	41	do	ouvrier	do
110.	ROY-RICHARD	Teodore	Fem.	47	do	ouvrière	do
111.	ROY	Prosper	do	7	do	s.p.	do
112.	SERATY	Georges	mas.	52	do	carrier	do
113.	SERATY	Raymond	Fem.	25	do	s.p.	do
114.	SOLERA	Joséph	mas.	52	do	mineur	do
115.	SOLERA-CAL	William	Fem.	40	do	ouvrière	do
116.	SOLERA-CAL	Ilur	do	16	do	ouvrière	do
117.	SOLERA-CAL	Joséph	mas.	16	do	s.p.	do
118.	STARY	Henri	do	52	Allemand	mineur	do
119.	TALON-ARANDA	Antonio	do	43	Espagn.	mineur	Aryen
120.	VALLIERA-HERRERO	Par. et A.	Fem.	40	do	ouvrière	do

NOTA. — Les Andorrans et les Monténois ne doivent pas être recensés.

CASTELNAUDURBAN, le 10 décembre 1943.
Le Maire: [Signature]

Extrait de l'état nominatif des étrangers à Castelnaudurban, au 10-12-1943.

AE 40592
9-23
Le huit juillet mil neuf cent quarante quatre dix neuf heures et dix au hameau de Lacazaca Isabelle du sexe féminin de Roy la fille unique de Rosaire propriétaire de la Cazaza à Lacazaca, épouse de Ricardo Roy, le huit juillet mil neuf cent quarante deux à Manresa et de Comas Perle épouse née à Gironne, propriétaire de Barcelone Espagne le huit juillet mil neuf cent quarante quatre, son épouse domiciliée au domicile de son père à Lacazaca en cette commune. Elle a le huit juillet mil neuf cent quarante quatre dix heures et dix au hameau de Lacazaca, son père, propriétaire de Barcelone Espagne, a signé avec vous, Monsieur le Maire de Castelnaudurban, et vous, Monsieur le Maire de Lacazaca, l'acte de naissance d'Isabelle Roy.

Ricardo Roy

Acte de naissance d'Isabelle Roy.

Une rencontre fortuite – coup de chance (il en faut parfois !) – nous a permis d’entrer en contact avec une personne qui a été pratiquement témoin du drame. Mais comme Marie-Christine Dargein (en 1988) nous nous sommes heurtés aux difficultés du témoignage direct. Dans son mémoire, elle indiquait, page 115 :

(...) dans un département comme l’Ariège, il est difficile de s’introduire dans certains foyers sans s’être au préalable recommandé de quelqu’un (chose qui était plus facile pour nous dans ce secteur [manifestement M.C. Dargein avait pourtant des attaches locales]). L’Ariégeois, taciturne de nature, reste très méfiant à l’égard des étrangers et la simple vue d’un magnétophone a intimidé beaucoup de gens qui se sont renfermés dans leur coquille en répétant « mais moi, je ne sais rien, je n’ai pas fait grand-chose ».

C’est ainsi que nous avons pu recueillir un témoignage de première importance... de manière indirecte. C’est-à-dire que la personne voulait bien répondre à toutes nos demandes et sollicitations mais uniquement par le truchement de la personne de confiance avec qui nous étions fortuitement entrés en contact. Le témoin direct n’a jamais voulu nous rencontrer personnellement. Nous avons respecté son choix et ses exigences. Comme nous le verrons, son témoignage, particulièrement bien renseigné, recoupe, non seulement les informations « macroscopiques » déjà connues mais amène des précisions de première importance.

Aux archives Archives départementales de l’Ariège

L’essentiel des archives concernant les Espagnols dans l’Ariège, pour cette époque, sont regroupées à Foix, à la cote 5W.

L’état nominatif des étrangers pour Castelnaudurban est un recensement qui a été réalisé le 10 décembre 1943, c’est-à-dire 7 mois avant la tuerie. Une analyse rapide du document montre qu’il y avait en 1944 environ 130 étrangers sur une population totale de 700 habitants, soit 18 %, ce qui est considérable. L’écrasante majorité de ces étrangers est espagnole¹⁶ (85 %) aucune des autres communautés (Portugais, Turcs, Allemands, Italiens, Belges) ne dépasse à elle seule 6 %. Les hommes sont majoritaires, 60 %. Remarquons aussi au passage qu’en accord avec la politique antisémite du Gouvernement de Vichy 3 juifs sont identifiés comme tels. Du point de vue qualification professionnelle les hommes sont tous, hormis un chef de chantier, un carrier et un polisseur, des travailleurs de force : bûcherons, mineurs, manœuvres, maçons ; quant aux femmes elles sont toutes, sans exception, répertoriées comme ménagères. On dénombre 37 enfants (moins de 16 ans) dont 21 de sexe féminin et 16 de sexe masculin. Excepté 3 portugais, tous sont espagnols. Manifestement et de manière indéniable le village de Castelnaudurban a été une terre importante, si ce n’est d’accueil cordial, au moins de repli acceptable¹⁷.

Bien que certains documents retrouvés aient présenté un grand intérêt et suscité une grande excitation, il a fallu se rendre à l’évidence : il n’existait aucune trace tangible de l’événement « tuerie », que ce soit avant ou après la Libération du département. Bien que surprenant, compte-tenu de son importance, cela ne nous a guère étonnés. En effet nous avions déjà lu dans le mémoire de Marie-Christine Dargein qui faisait, suite à ses recherches en 1989, une observation troublante (p.113) :

Pour l’Ariège, nous possédions heureusement une source de première importance, le DES soutenu en 1946 par un jeune résistant licencié en lettres, qui dès la Libération décide de « fixer les événements dont le

souvenir risquait de disparaître avec leurs auteurs »¹⁸. C’est ainsi qu’il entreprend de réunir le maximum de témoignages et de documents (...). La totalité de ces témoignages fut déposée par l’auteur à la CHOLF¹⁹ qui les versa par la suite aux Archives Nationales (...). Mais nous avons été fâcheusement surpris de constater qu’une partie importante de ces documents avait aujourd’hui disparu²⁰.

Néanmoins, grâce à l’aide précieuse du conservateur des Archives départementales, nous avons pu trouver la trace d’Evaristo Soler. En effet, un Jugement du Tribunal civil de première instance de Foix en date du 9 septembre 1954 indique que la disparition datant de plus de 5 ans « causée pour faits de guerre »²¹ est, de fait assimilée à un décès et « le présent document tiendra lieu d’acte de décès. Le dispositif du présent jugement sera transcrit sur les registres des actes de décès de l’état civil de la commune de La Bastide-de-Sérou ».

Service historique de la défense

Au Fort de Vincennes, où sont regroupées les archives de la Gendarmerie nationale, nous avons

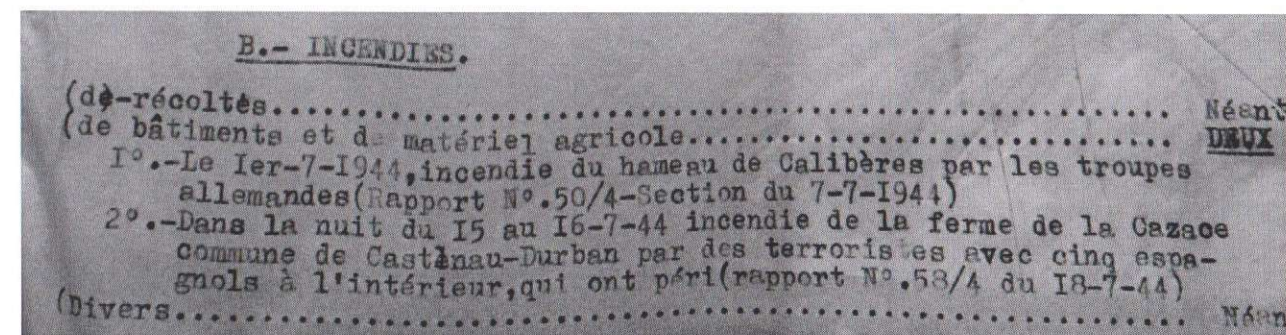
systematiquement étudié tous les registres disponibles des différentes compagnies de gendarmerie de l’Ariège : Foix, Saint-Girons, Pamiers, Le Mas-d’Azil, Rimont, La Bastide-de-Sérou.

La seule trace que nous avons trouvée est celle des gendarmes de la compagnie de Saint-Girons [Cote 9E179] en date du 18 juillet 1944, qui note sobrement (page 378) dans la rubrique *Incendies de bâtiments et de matériel agricole* :

Dans la nuit du 15 au 16/7/44 incendie de la ferme de Lacazace commune de Castelnaudurban par des terroristes avec cinq Espagnols à l’intérieur, qui ont péri (rapport N°58/4 au 18/7/44).

Centres administratifs de Manresa (Barcelona)

Nous n’avons eu aucune difficulté à nous procurer différentes pièces administratives de la famille Roy : actes de naissance et de mariage, etc. qui nous ont permis de reconstituer un arbre généalogique assez précis de la famille Roy.



16. Tous les étrangers ne sont pas forcément des réfugiés récents. Cela semble être même le contraire. En effet, la discrimination sur les prénoms des enfants (cette forme de discrimination est contestable mais elle paraît acceptable pour une étude sommaire) montre que les prénoms français sont en nombre. Certains étrangers proviennent sans doute de vagues d’immigration antérieures.

17. Les chiffres concernant Castelnaudurban sont confirmés par l’État des étrangers en résidence dans la circonscription de la Brigade (17^e Légion de gendarmerie, section de Saint-Girons) qui indique qu’en janvier 1945 il y a 533 étrangers établis sur cette section. Ces étrangers se répartissent en 14 nationalités : les Espagnols (401 soit 75 %) sont largement majoritaires, suivis des Italiens, (60 soit 11 %), des Russes (18 soit 3 %), des Polonais, (16 soit 3 %), etc.

18. FARENG Robert, *La libération de l’Ariège*, D.E.S., 1946.

19. Comité d’Histoire pour l’Organisation et la Libération de la France. Il donnera naissance au Comité d’Histoire de la Seconde Guerre Mondiale.

20. Notons que Robert Fareng dans sa Thèse *La libération de l’Ariège – 1984* - [TU20221984] – déposée à la Bibliothèque des études méridionales à Toulouse – Sous la direction de la Professeure Rolande Treppe – faisait déjà remarquer, page 405 : *Les archives du CDL [Comité Départemental de la Libération] ont disparu et demeurent introuvables.* Lui non plus ne mentionne pas les événements de Lacazace.

21. Il est intéressant de comparer, entre la France républicaine et l’Espagne franquiste, les nuances d’appellation pour les morts « problématiques » : « causées pour faits de guerre » en France et « vicissitudes de la guerra » pour l’Espagne.

Comment se sont déroulés les faits ?

SI LE CORPS DES RÉCITS DE LA TUERIE, rapportés par les uns et les autres sont, en première approximation, identiques, il existe quelques variantes que notre « témoin privilégié » a permis d'éclaircir de manière notable, en apportant, de surcroît, des précisions importantes. Nous en sommes ainsi arrivés à la relation des faits la plus probable.

La famille Roy habitait le hameau de Lacazace, situé à environ 2 km du village de Castelnu-Durban dont il dépendait. Cette famille comprenait Ricardo, le père, Palmira, la mère, et leurs deux petites filles Prosperitat (6 ans) et Isabelle (7 jours). Venait se rajouter à ce noyau la mère de Palmira, Rosario.

Comme Palmira venait d'accoucher d'Isabelle, la famille avait organisé une petite fête le soir du samedi 15 juillet 1944, ce qui explique la présence d'amis venus des environs proches : notamment Labastide-de-Sérou et Castelnu-Durban. Se sont

joints à la réunion et à leur demande des « compatriotes de passage », connus d'au moins une partie des participants. Manifestement ils ont été accueillis sans crainte excessive. Ces « compatriotes » étaient, semble-il au nombre de deux (peut-être trois). Brusquement, vers 22h30 l'un d'eux a éteint la lumière et le mitraillage à l'aveugle a commencé. Deux des invités ont réussi en s'enfuir, l'un par le toit et l'autre par une fenêtre restée ouverte (nous étions en été). Celui qui s'est enfui par le toit a été rattrapé et tué par balle, l'autre poursuivi par les tueurs, s'est caché sous un escalier dans une des maisons voisines où « par chance » on veillait une morte. Les tueurs ont alors vacillé : entrer en armes chez des Français en nombre... lors d'une veillée funèbre ?

Avant de s'enfuir les assaillants n'ont pas oublié de mettre le feu à la maison. Le « feu rédempteur » élimine traces et remet tous « les compteurs à zéro ». Vieille tradition barbare.

Les acteurs et les victimes

Les survivants

- Ricardo ROY ESCRIBANO, né à Borobia (Soria) le 9 février 1902 et demeurant à Lacazace. Mari de Palmira TOMÁS et père de Prosperitat et d'Isabelle. Pendant la Guerre civile il a été, après la militarisation, capitaine dans une unité de la Colonne *Tierra y Libertad*²². Le jour de la tuerie il a 42 ans mais n'est pas présent. Son absence reste inexplicquée mais, compte tenu des conditions de travail de l'époque, il est probable que, retenu sur son lieu de travail, il a été dans l'impossibilité de rejoindre en temps et en heure la réunion de famille.
- « LOURTADON ». Il s'agit certainement d'un surnom car ni ce nom ni un nom homophone n'apparaissent pas dans l'état nominatif des étrangers du 10 novembre 1943. Il était peut-être français. C'est lui qui s'est caché dans la maison voisine. D'après le témoin, qui l'a bien connu, il demeurait à Castelnu-Durban.

Les victimes identifiées

- Isabelle ROY, née au hameau de Lacazace le 8 juillet 1944, demeurant à Lacazace. Elle avait 7 jours au moment de son assassinat.
- Prosperitat ROY i TOMÁS, née à Manresa le 8 octobre 1937 et demeurant à Lacazace. Elle avait 6 ans et 10 mois le jour de son assassinat. Il semblerait qu'il existe à Foix une photographie de sa

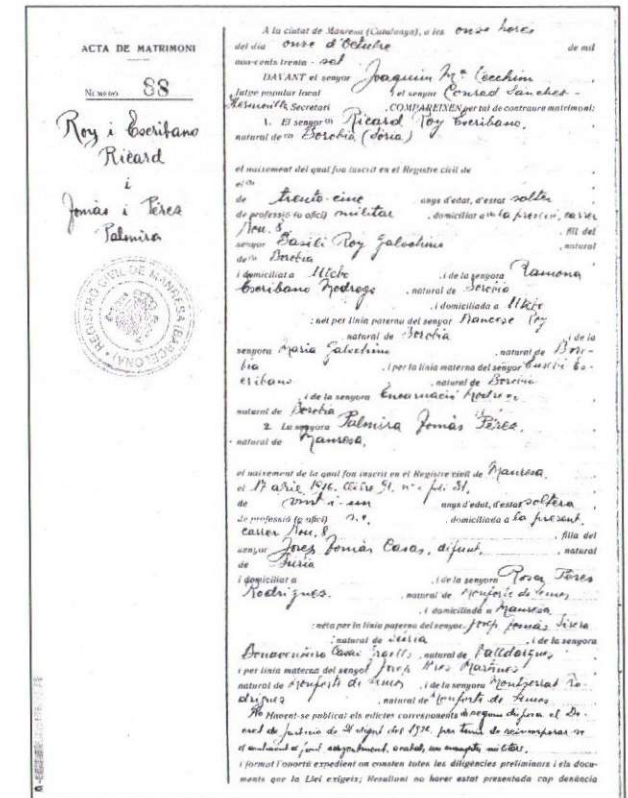
classe (CP ou CE 1) de l'école de Castelnu-Durban. Malgré nos efforts nous n'avons pu, à notre grand regret, la localiser.

- Palmira TOMÁS i PÉREZ née à Manresa le 17 avril de 1916, épouse de Ricard ROY i ESCRIBANO (Mariés le 11 octobre 1937 à Manresa) et mère d'Isabelle et de Prosperitat. Elle avait 28 ans le jour de son assassinat.
- GARCÍA prénom et âge non établis. C'est lui qui a été retrouvé sur le toit de la maison. D'après notre témoin, il habitait à Castelnu-Durban et avait deux filles Carmen et Anita. Sur l'état nominatif des étrangers du 10 novembre 1943 on dénombre trois GARCÍA : GARCÍA Antonio, GARCÍA NARVAEZ José et GARCÍA GONZÁLES Gregorio. Lequel a été tué ? Dans la succession des noms répertoriés, GARCÍA NARVÁEZ José est suivi par García Amalia (l'épouse ?) et Carmen (une des filles ?). Cela concorderait bien avec notre témoin qui connaissait bien les filles de García.

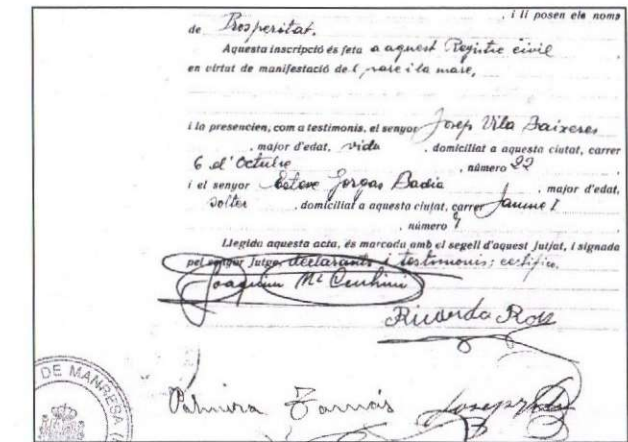
- Evaristo SOLER CRIVELLE, né à Torre del Español (Tarragone) le 18 octobre 1887 et demeurant à Labastide-de-Sérou (9 km de Castelnu-Durban). C'est le plus âgé, il avait 57 ans, le jour de son assassinat.

Les victimes non répertoriées dans les récits

- Rosario PÉREZ RODRÍGUEZ, née à Monforte de Lemos (Lugo), mère de Palmira TOMÁS i PÉREZ. Rosario n'est pas citée dans les récits de l'événement mais elle existe bel et bien puisque, d'une part elle figure sur l'état nominatif des étrangers du 10 novembre 1943 (Rodríguez Pérez Rosario, N° d'entrée 107, âgée de 49 ans²³) et, d'autre part notre témoin avait une bonne relation avec elle et en garde un bon souvenir. Rosario a existé, elle fait partie des victimes sans aucune ambiguïté.
- GRACIA. Sur le document de la JEL on indique ce nom – assez courant en Espagne – mais il ne figure pas sur l'état nominatif des étrangers du



Certificat de mariage de Ricardo Roy et Palmira Tomás, daté du 11 octobre 1937. L'acte, rédigé en catalan et signé par un « juge populaire local », stipule que Ricardo devra regagner son unité, au front.



Acte de naissance de Prosperitat Roy, née le 1^{er} octobre 1937, une semaine avant le mariage de ses parents. En bas, on voit les signatures de Ricardo Roy et Palmira Tomás.

22. La *Columna Tierra y Libertad* est une colonne de miliciens de la CNT-FAI organisée en juillet 1936 dans les régions du Alto Llobregat (actuellement Bergadà) et du Cardoner (actuellement Bages). Elle comptait 1 500 hommes. Deux figures importantes de l'exil, dans des registres différents, en ont fait partie : José Ester Borrás et Ramón Vila Capdevila.

23. D'après les pièces récupérées à Manresa, le 11 octobre 1937, elle était déjà veuve. Si on tient compte des documents officiels de Manresa, elle avait 54 ans en 1944.

10 novembre 1943. Est-il arrivé au village après ou venait-il d'un autre village ? On s'interroge comment la JEL aurait pu se tromper sur ce nom ?

Dans les récits, on indique que c'est le beau-père de Ricardo qui a ouvert la porte aux tueurs mais sur les papiers officiels récupérés à Manresa, il apparaît que Rosario est veuve²⁴. Donc plusieurs possibilités :

- soit elle est en union libre avec quelqu'un d'autre (Gracia, peut-être) qui, de fait jouait, pour l'environnement, le rôle de mari ;
- soit il y a confusion dans ce qui est rapporté entre beau-père et belle-mère ;
- soit il n'a jamais existé.

Traitement de l'information

LE PREMIER CONSTAT : l'absence de références documentées de cet événement, est proprement inexplicable et même scandaleux pour une administration digne de ce nom et pourtant réputée rigoureuse.

Que fait la police (sic) ? Quel manque de curiosité !

Que font journalistes et historiens d'investigation ?

Même si on est en temps de guerre cet acte, par sa sauvagerie, sort de l'ordinaire et ne peut rester pudiquement cantonné pour toujours dans une rubrique *Incendies*. En revanche il constitue un exemple illustratif et indubitable d'une époque où le désir hégémonique de l'UNE pouvait conduire à de tels égarements sanglants.

Tout se comprend mieux si l'on tient compte de la remarque de l'historien Pascal Ory qui signale que *c'est la société qui décide de la mémoire*. En effet après la Libération il convenait d'« oublier » tout ce qui faisait « tache » en mettant en exergue les moments glorieux qui, parfois, ont réellement existé. La tuerie de Lacazace a eu lieu cinq semaines avant

Victimes : un bilan incertain

À minima le nombre de victimes est de 6. Si Gracia a existé – ce qui semble probable –, la tuerie aurait donc fait au moins 7 victimes.

José Arisó qui a bien connu Ricardo Roy puisque celui-ci, après la tuerie, est allé se réfugier chez lui pendant un temps, indique quant à lui pour le nombre de victimes : 6 adultes et 2 enfants. Se serait-il trompé ? Pourtant, on peut penser que ces chiffres sont restés gravés à jamais dans sa mémoire.

En conclusion, dans ce décompte macabre, on peut avancer qu'à minima il y a eu 6 victimes et qu'à maxima elles étaient au nombre de 8.

la Libération de l'Ariège, le 22 août 1944. Ensuite, l'ivresse de la victoire associée à la connivence objective entre communistes et gaullistes a joué pour taire tout ce qui ne rentrait pas dans un récit officiel formaté à leur avantage²⁵. Ce discours hégémonique et de consensus imposé, a légitimé que l'on passe sous silence des événements comme celui de Lacazace. L'événement ne correspondait en rien à la doxa institutionnelle, c'est pourquoi, sans bruit, sans remords ni regrets, il est tombé directement dans les poubelles de l'Histoire.

Et quand, ne pouvant tout cacher, il fallait avouer qu'il y a eu des affrontements sérieux (très éloignés des batailles picrocholines dont on nous abreuve) entre des résistants espagnols dont les origines politiques étaient différentes (communistes staliniens du PCE et du PSUC d'une part et anarchistes, socialistes et communistes antistaliniens du POUM d'autre part), les histoires institutionnelles et partisans appuyées par une certaine propagande puissante, constante et têtue a fini par imposer, ne serait-ce que par le langage, qu'il s'agissait



Partout en Ariège, des stèles marquent l'implication des Espagnols dans la Résistance...

là de règlements de comptes entre Espagnols. Rien n'est plus faux puisque morts et disparus se sont toujours retrouvés dans le même camp²⁶. Manifestement les assassinats n'étaient pas bijectifs. Il s'agit

bien d'opérations, plus ou moins planifiées, toujours animées par la mentalité stalinienne de l'unicité idéologique et dans laquelle, comme chacun sait, la fin justifie les moyens.

La publication récente d'un ouvrage sur la libération de l'Ariège²⁷, en est une parfaite illustration. Cela en est même une caricature. Par exemple dès le début de l'ouvrage on signale les *Sigles utilisés dans l'ouvrage* (p. 25-27), s'il apparaît *PCE – Parti communiste espagnol* et *UNE – Union nationale des Espagnols (communistes)* en revanche on « oublie » : CNT, UGT, PSOE, FAI, POUM, JEL, etc. Ensuite, sur les 511 pages de ce livre on cherche en vain une référence sur la tuerie de Lacazace. Cette absence est d'autant plus facile à remarquer que la présentation des événements qui est faite, jour par jour à partir du 6 juin 1944, permet de se persuader « objectivement » que le 15 juillet 1944 il ne s'est rien passé à Lacazace. C'est un exemple parmi d'autres d'une écriture sélective de l'histoire. On pense irrémédiablement à Louis XVI qui, le 14 juillet 1789, jour de la prise de la Bastille, écrivait dans son journal un simple mot : « Rien ».

On pouvait se douter de ce résultat car dès le début de l'ouvrage, qui par ailleurs fourmille de détails secondaires²⁸ – on s'y noie même un peu –, on oublie par exemple de rapporter des points essentiels comme le fait que le camp d'internement voisin du Vernet-d'Ariège fut majoritairement « habité » par les miliciens de la 26^e division de l'armée républicaine (ex Colonne Durruti). Ne serait-ce que par proximité, nombre de ces réfugiés ont essaimé en Ariège. En revanche on associe en permanence et lourdement – pourquoi ? – les guérilleros espagnols et les Brigades internationales.

Comme beaucoup d'historiens d'avant la chute du mur de Berlin, Claude Delpla, ou/et ceux qui ont mis en forme le livre, pratiquent sans beaucoup de retenue la censure cognitive volontaire.

George Orwell constatait déjà :

26. PIKE WINGEATE David cite le *Bulletin d'Études et d'Informations Politiques Internationales*, dans lequel un témoin – qui serait, selon lui, Jordi Arquer, militant du POUM – estime à au moins deux cents les réfugiés espagnols assassinés entre septembre et décembre 1944 par les Guérilleros. [p. 79-80]. Il ne parle pas spécifiquement de la tuerie de Lacazace, qui a été perpétrée avant.

27. DELPLA Claude (1934-2017), *La Libération de l'Ariège*, Éd. Le Pas d'oiseau, Toulouse, 2019. L'ouvrage a été publié post-mortem ; il est le résultat d'un travail entre Henri Tavernier l'éditeur, André Laurens et la famille Delpla à partir de fiches et d'articles publiés par Claude Delpla dans le journal *La Dépêche du midi*.

28. C'est le contraire de la démarche de Pierre Bertaux qui, dans le chapitre IV (p. 55-67) qu'il consacre à l'Ariège dans l'ouvrage déjà cité, fait œuvre d'historien en essayant d'avoir une vision synthétique et de dégager les lignes de force qui agitent alors la société.

24. Son mari Josep Tomás Casas était né à Suria et décédé avant 1937 (source : acte de mariage de Ricardo Roy et de Palmira Tomás en 1937).

25. Il faut se souvenir qu'au sortir de la guerre le premier parti de France était le PCF qui obtenait 26 % de voix aux premières élections.

J'ai vu, en fait, l'histoire rédigée non pas conformément à ce qui s'était réellement passé, mais à ce qui était censé s'être passé selon les diverses « lignes de parti ». Ce genre de choses me terrifie, parce ce qu'il me donne l'impression que la notion même de vérité objective est en train de disparaître de ce monde²⁹.

Chaque jour davantage, la vérité est considérée comme une option parmi d'autres...

Sur la quatrième de couverture du livre de Delpla, il est indiqué :

Ils [les lecteurs] y trouveront aussi la réfutation de légendes ou de déformations qu'ont suscitées la période, notamment celle d'une prétendue spécificité ariégeoise de la violence archaïque.

Réconfortons les Ariégeois : pour ce qui est de la tuerie de Lacazace, ils n'y sont absolument pour rien.

Pour bien confirmer la vision de Claude Delpla, il suffit de reprendre ce qui est indiqué aux pages 175-176 de son ouvrage, par ailleurs déjà formulé dans *La Dépêche du midi* du 09/08/2004 :

Le capitaine « Richard » ne peut faire parachuter des armes ni chez les FTP français communistes, ni chez les guérilleros espagnols communistes. Il décide alors de sortir de cette impasse en « baptisant » les Guérilleros « Libertaires de la Fédération anarchiste ibérique ». J'apprendrai, moi-même, au général Bigeard, lors de sa venue à Foix, le 19 août 1994, qu'il commandait, lors de la libération de Foix, des communistes espagnols et non des libertaires³⁰.

Claude Delpla met ainsi en évidence non seulement ses capacités en inhibition sémantique mais montre de surcroît des talents d'alchimiste puisqu'il peut réaliser des transmutations³¹ historico-politiques³².



Il s'agit certainement d'un simple « trou de mémoire », mais, dans l'ouvrage de Claude Delpla, on oublie, entre autres, de mentionner la présence du Bataillon Del Río dans les maquis de l'Ariège.

On lira à ce propos une étude d'Olivier Clastres dans *Une Histoire d'imposture, les habits neufs du stalinisme, ou comment l'apposition d'une plaque sur une place publique de Cahors révèle des tentatives de manipulation mémorielle*, Éd. ReDHic, Paris, 2012, p. 280-286.

Sur la carte ci-dessus, on remarquera une part de texte barré par des XXX. En-dessous, on devine CNT-UGT, remplacé par Alianza Democrática Española.

29. ORWELL George « Looking Back on the Spanish War », *New Road*, London, 1943.

30. Ceci se veut une réponse indirecte au livre du Général Aussaresses *Pour la France, Services spéciaux 1942-1954*, Éd. du Rocher, Paris, 2001, qui signale la présence libertaire dans les maquis de l'Ariège, (p. 125-130), ce que n'avait pas fait Bigeard, présent lui aussi, dans *Pour une parcelle de Gloire*, Éd. Plon, Paris, 1975, (p. 34-43). Bigeard se contente sobrement (et élogieusement) de parler des *guérilleros espagnols*.

31. Transmutation (définition du dictionnaire) : *changement de métaux vulgaires en métaux nobles*.

32. Il est néanmoins curieux de constater que, dans le même courant de pensée, on trouve des exaltés qui nous tympanisent en défendant exactement le contraire, c'est-à-dire que la UNE n'était pas sous dépendance stalinienne.

Quelques conclusions...

Ce que nous avons pu observer et relever au cours de nos investigations à propos de la tuerie de Castelnau-Durban nous incite à reformuler ici quelques remarques et considérations.

Les faits objectifs

Pour l'évènement qui s'est produit à Lacassace le 15 juillet 1944 :

- Nous avons identifié avec précision 2 survivants et entre 6 à 8 victimes assassinées (dont 2 enfants).
- Comme cette recherche a commencé tardivement, en 2012, nous n'avons pu savoir ce que sont devenus Ricardo Roy et « Lourtadon ». On peut penser que, compte-tenu des circonstances et du choc émotionnel, ils ont dû fuir non seulement pour « oublier » le cauchemar mais, plus simplement, pour éviter d'être liquidés à leur tour. Comme disait Joseph Staline : *Pas d'hommes, pas de problèmes*.
- Malgré le nombre de victimes, un des plus élevés dans le département de l'Ariège pour un seul évènement, et son caractère particulièrement crapuleux, nous n'avons trouvé aucune référence dans les canaux habituels d'information : administration, police, gendarmerie et presse...

Les institutions

La gendarmerie. Excepté les 3 lignes laconiques du 18 juillet 1944 de la gendarmerie de Saint-Girons, il n'y a aucune autre trace sur les différents registres consultés. Le nombre de victimes mentionné est faux, on oublie le contexte et on ne mentionne pas qu'il y a deux enfants. À fortiori on ne relève ni les noms, ni l'âge, ni le sexe des victimes. Pour un gendarme, c'est pourtant le b.a.-ba du début d'une enquête.

Il semblerait que la gendarmerie arrivant sur les lieux se soit contentée de rapporter comme morts

dans « l'incendie » le nombre d'habitants réputés habiter la demeure. Alors que les morts ont été tués par balle, ce qui n'est pas tout à fait la même chose que périr dans un incendie.

Étonnant, non ?

La justice. Même si en juillet 1944 la France était occupée, la justice fonctionnait normalement (ne pas confondre normalement et convenablement). Comment se fait-il qu'aucun juge d'instruction n'ait ouvert une enquête ?

Quand, en 1953, à la demande du fils d'Evaristo Soler, le Tribunal de Foix conclut à la mort de son père, ce tribunal ne manifeste en revanche aucune curiosité pour rechercher le corps alors que la date et le lieu de la mort sont parfaitement renseignés : 15 juillet 1944 à Lacazace, commune de Castelnau-Durban.

En 1953, sommes-nous dans un état de droit ? Étonnant, non ?

L'administration locale. Les victimes ont été assassinées dans la commune de Castelnau-Durban ; la plupart y habitaient. Comment se fait-il qu'aucun registre de l'état civil ne soit renseigné sur le sujet ?

Si les victimes sont enterrées dans le cimetière de Castelnau-Durban, comment se fait-il qu'aucune tombe (s'il y en a) ne soit identifiable ?

Il semble bien difficile de comprendre comment autant de cadavres ont pu se volatiliser sans laisser des traces administratives dans un pays comme la France.

Où sont les corps ?

On se croirait en Espagne !

Étonnant, non ?

Les politiques

Comme la vérité s'éloignait trop du narratif qu'on nous a « vendu », les chroniqueurs ont vu les évènements à travers le prisme déformant de leurs partis pris et de leurs besoins politiques. À droite, pour les gaullistes, il fallait que la Résistance ait été menée pour l'essentiel par des Français³³. Pour la

33. BERTAUX Pierre note : *Ce n'est que beaucoup plus tard que je compris que cette façon de monopoliser à son [de Gaulle] profit la Résistance était moins l'indice d'un orgueil incommensurable qu'un acte politique d'une très profonde et secrète importance*. Dans *La Libération de Toulouse et sa région*, p. 254.

Auxiliano Benito Pérez,
secrétaire de la section toulousaine
du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol,
abattu par un guérillero



Toulouse, place Saint Sernin, octobre 1944. Les luttes fratricides qui ont marqué la fin de la guerre d'Espagne reprennent. L'Unión Nacional Española (UNE), communiste, veut s'imposer aux autres forces, parfois par la violence. Le secrétaire de la section toulousaine du PSOE est abattu par un guérillero. Son enterrement donne lieu à une manifestation de protestation qui réunit des milliers d'exilés.

Photographie de Enrique Tapia Jiménez - Légende de José Martínez Cobo in *L'œil de l'exil* - Editions Privat, 2004.

Benito Pérez, Auxiliano



Benito Pérez, Auxiliano

Afiliado Sección de Toulouse (Francia)

Tembleque (Toledo) 20/06/1913 – Toulouse () 21/10/1944

Miembro de la UGT desde los diecisiete años. En 1932 participó en la constitución de las JS de su pueblo, en la provincia de Toledo. En 1933, durante las elecciones legislativas, desarmó a dos caciques locales que, pistola en mano, coaccionaban a los obreros para que votasen a la CEDA. En marzo de 1934 estuvo en prisión. Tomó parte activa en la huelga campesina de ese mismo año y en octubre participó en un intento de boicot de transporte de tropas con destino a la represión de la huelga revolucionaria en Asturias. Al producirse el golpe de Estado del 18 de julio de 1936 se incorporó voluntario en las Milicias que combatían en los frentes de Toledo y Seseña. Posteriormente fue herido gravemente en la Cuesta de la Reina (Madrid) y una vez restablecido regresó a su unidad como teniente en el 594 Batallón de la 149 Brigada. Se exilió en Francia donde perteneció al movimiento clandestino France au Combat que organizó la resistencia a la ocupación alemana en el Departamento de Haute Garonne, y donde tras la liberación participó en la reorganización de las entidades socialistas. Representó a las JS en el Comité de Coordinación de Grupos Socialistas (todavía en la clandestinidad) que se organizó en Toulouse. Una vez constituida la AS del PSOE, fue su secretario. Falleció el 21 de octubre de 1944 en Toulouse tiroteado por un miembro de Unión Nacional Española.

Fotografía: Archivo fotográfico FPI

Fuentes: ES X.1944; A (M) 12.XI.1944; ES (A) 2.XII.1944; Archivo Carlos y José Martínez Cobo (FPI); Familia Benito

URL: https://pabloiglesias.es/entrada-db/2770_benito-perez-auxiliano/

Diccionario Biográfico del socialismo español [Dictionnaire Biographique du Socialisme Espagnol]

Benito Pérez, Auxiliano

Responsabilités : membre de la Section du PSOE [Parti Socialiste Ouvrier espagnol] de Toulouse (France)

Naissance : 20/06/1913, à Tembleque, province de Tolède

Décès : 21/10/1944, Toulouse

Biographie :

Dès l'âge de dix-sept ans, il adhère à l'UGT [*Union Générale des Travailleurs*]. En 1932, il participait à la fondation des Jeunesses Socialistes de son village, dans la province de Tolède. En 1933, lors des élections législatives, il désarmait deux caciques locaux, qui pistolet en mains, faisaient pression sur les ouvriers pour qu'ils votent pour la CEDA [*Confédération Espagnole des Droites Autonomes*]. Il prend une part active à la grève des ouvriers agricoles de cette même année et en octobre il participe à la tentative de boycott des transports de troupes affectées à la répression de la grève révolutionnaire des Asturies. Quand éclate le coup d'État du 18 juillet 1936, il se porte volontaire au sein des Milices qui combattaient sur le front de Tolède et de Seseña. Par la suite, il est grièvement blessé sur le front de Cuesta de la Reina (province de Madrid) et une fois rétabli il rejoint son unité en tant que lieutenant, au 594^e Bataillon de la 149^e Brigade. Exilé en France, il appartient au mouvement clandestin *France au Combat* qui a contribué à la Résistance à l'occupation allemande dans le Département de la Haute-Garonne, et où après la Libération, il participe à la réorganisation des structures socialistes. Il était le représentant des Jeunesses Socialistes au sein du Comité de Coordination des Groupes Socialistes (encore clandestin) qui s'était organisé à Toulouse. Après la constitution de la Section locale du PSOE [*Parti Socialiste Ouvrier Espagnol*], il en devient le secrétaire. Il est tué le 21 octobre 1944 à Toulouse, abattu par un membre de la Unión Nacional Española [*Union Nationale Espagnole*].

Fotographie : Archivo fotográfico FPI (Archives photographiques Fondation Pablo Iglesias. Madrid).

Sources :

ES X.1944; A (M) 12.XI.1944; ES (A) 2.XII.1944; Archivo Carlos y José Martínez Cobo (FPI); Familia Benito. [ES X.1944; A (M) 12.XI.1944; ES (A) 2.XII.1944; Archives Carlos et José Martínez Cobo (FPI); Famille Benito]

URL : https://pabloiglesias.es/entrada-db/2770_benito-perez-auxiliano/

Édité à l'initiative de
Ángel Carballeira

IMPRIMERIE
SCORPIE

Février 2021

*Le courage, c'est de
rechercher la vérité et de la
dire, ce n'est pas de subir la
loi du mensonge triomphant
qui passe.*

Jean Jaurès

*Qui ne connaît la vérité
n'est qu'un imbécile.
Mais qui, la connaissant,
la nomme mensonge,
celui-là est un criminel.*

Berthold Brecht